

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

Rédaction: 11, rue Saint-Paul Ouest

« INSTRUIRE ET AMELIORER »

Téléphone: LAncaster 5361

A bâtons rompus

Au Congrès de London

Le Congrès américain lèvera-t-il l'embargo ?

C'est ce que l'on se demande un peu partout en ce moment, aussi bien aux Etats-Unis qu'au Canada et même en Europe où les gouvernements aux prises suivent de très près, paraît-il, le conflit parlementaire qui fait actuellement rage à Washington entre isolationnistes et anti-isolationnistes.

Le Canada, en tant qu'Etat producteur de munitions et de vivres, aurait tout à gagner à ce que l'embargo soit maintenu. Par contre, l'Angleterre et la France, à titre de belligérants actifs, auraient tout à gagner à ce qu'il ne le soit pas. Par ailleurs, les industriels américains vont faire ample moisson de millions si Roosevelt a gain de cause. Pour la même raison, une reprise industrielle, bien que partielle et provisoire, découlerait naturellement de la levée de l'embargo et nombre d'ouvriers en tireraient de l'emploi.

En Europe, les débats de Washington sont suivis de très près, avon-nous dit. On assure même, à ce propos, que Moscou et Berlin verraient d'un bon oeil le maintien de l'embargo et que ces deux capitales ont fait une propagande sournoise, par l'entremise d'amis américains, du Capitole et du dehors, pour que le statu quo soit maintenu. De l'autre côté de la barricade, Londres et Paris, que ce débat intéresse aussi énormément, comme bien l'on pense, font également des vœux, sinon davantage, pour que les isolationnistes mordent la poussière quand viendra le scrutin historique, ce qui ne saurait beaucoup tarder maintenant.

Comme Moscou et Berlin ne pourraient rien acheter aux Etats-Unis, advenant la levée dudit embargo, alors que Londres et Paris pourraient s'y approvisionner en avions, obus, etc., il est clair que l'embargo actuel favorise plutôt Berlin que Londres, Moscou que Paris. C'est pourquoi Allemands et Russes invoquent leurs dieux pour que le Sénat yankee maintienne le fameux embargo et prive leurs adversaires d'une précieuse source d'approvisionnement en tous genres.

Dans l'intervalle, les paris sont ouverts, mais nous ne voudrions pas parier sur le résultat. Pourtant, il serait surprenant que les Américains, hommes d'affaires avant tout, négligent une pareille occasion de battre monnaie sur le dos des Européens.

Les profiteurs de guerre seront-ils dûment pourchassés et punis ?

Pour le moment, tout ce que nous pouvons dire, en attendant des actes positifs de la part de la Commission fédérale chargée de les dénicher et de les passer à tabac, c'est de nous poser la question.

Il semble, cependant, que ladite Commission se soit sérieusement mise au travail bien que les résultats se fassent encore attendre. C'est que les profiteurs en question appartiennent à la catégorie des habiles, sinon à celle des honnêtes gens, et que, selon toutes probabilités, ces messieurs ne se sont pas lancés dans leur petite aventure extra-commerciale sans prendre, au préalable, toutes les précautions voulues pour demeurer, quoi qu'ils fassent, "within the law". Et c'est précisément ce qui rend extrêmement difficile le travail d'épuration et d'assainissement de cette Commission dont les membres et le personnel ont, de ce chef, une tâche qui sort décidément de l'ordinaire.

Car ce n'est pas une mince affaire que de prouver la culpabilité de gens qui la connaissent dans les coins, comme on dit, et qui prennent, naturellement, un tas de précautions et usent de mille et un subterfuges pour ne pas avoir l'air de faire ce qu'ils font. Allez donc, en effet, soupçonner des individus nantis d'un formidable bagage d'alibis à l'appui de leur parfaite honorabilité ?

Quoi qu'il en soit, nous avons confiance que la Commission de Contrôle fera son devoir et que bientôt nous serons en mesure de vivre avec un minimum d'inquiétude quant à ce qu'il nous en coûtera pour vivre demain, après-demain et les autres jours, en somme jusqu'à ce que cette guerre maudite nous ait enfin fichu la paix.

Nous voici de nouveau plongés dans la marmite électorale.

Au moment où à peu près personne n'y songeait, étant donné que nous sommes présentement assaillis par des préoccupations beaucoup plus graves, notre Premier provincial du Québec nous annonce, sans crier gare, des élections législatives pour le 25 octobre prochain !

Cette décision ministérielle a surpris beaucoup de monde et nombreux sont ceux qui croient, autour de nous, que le moins qu'on en peut dire c'est qu'elle est inopportune en ce moment, que ce n'est pas un beau geste et que c'est une manoeuvre déplacée, quelque chose de peu propre, car conséquemment, à rehausser le prestige de nos politiciens professionnels québécois, lesquels, on le sait, ont une fort mauvaise presse en certains milieux. Il est vrai, par ailleurs, que c'est trop demander à un homme politique que d'exiger de lui qu'il demeure une personne raisonnable après son élection. Il n'est pas moins établi que la politique, comme le coeur, a des raisons que la raison ne connaît pas et qu'il n'y a rien de plus aléatoire et équivoque qu'une promesse électorale. Nous en savons quelque chose !

Les motifs invoqués pour nous plonger de nouveau dans la turbulente marmite électorale ne nous paraissent guère marqués au coin d'une parfaite bonne foi, mais il y a décidément des gens que les scrupules n'étouffent pas. Est-ce l'état de guerre qui veut ça ?

On se demande maintenant qu'elle va être l'attitude des ouvriers du Québec lors du prochain scrutin. Evidemment, il faudra juger le gouvernement Duplessis selon son attitude à l'égard de nos ouvriers, analyser sa législation ouvrière ou anti-ouvrière, selon le cas, peser dans la balance de notre jugement le bien et le mal qu'il nous a faits et nous demander, en dernière analyse, si nous devons revoter pour son provincialisme étroit et lui faire de nouveau confiance pour un autre terme ou bien si nous devons condamner sa politique équivoque, quasi-dictatoriale et manifeste-

Comme on sait, le Congrès des Métiers et du Travail du Canada a, cette semaine, à London, Ontario, sa cinquante-cinquième convention annuelle, laquelle groupe environ 350 délégués, venus de toutes les parties du pays.

Le fait saillant, dès l'ouverture des travaux, a été la démission de P.M. Draper, président du Congrès, lequel, pour raisons de santé, informa ses confrères de sa ferme résolution de ne se porter candidat à aucune fonction et regrette d'avoir à cesser désormais toute activité syndicale. Dans ces conditions, c'est R.-J. Tallon, secrétaire-trésorier du Congrès, qui a présidé les délibérations.

Près de 350 résolutions ont été soumises à l'approbation du Congrès dont beaucoup se rattachaient au même sujet. Ces résolutions ont trait à "l'espionnage industriel", à l'unité dans le mouvement ouvrier, à la liberté d'organisation ouvrière, à la sauvegarde de nos libertés civiles, aux injonctions judiciaires pour la prévention du piquetage, à la politique étrangère, aux projets d'entraînement de notre jeunesse, à la sécurité sociale, au chômage, aux heures de travail, aux congés avec salaire, aux salaires raisonnables, à la santé ainsi qu'à la sécurité publique, aux compensations d'accidents du travail, aux salaires minima, à l'action politique intérieure, à la taxation, aux tarifs, à la marque syndicale ou étiquette d'union, à la Constitution et aux lois du pays, de même qu'au rappel de la décision de l'Exécutif éliminant du Congrès les unions affiliées au Comité d'Organisation Industrielle (C. I. O.).

Pour ce qui est de l'organisation syndicale, par exemple, visée par 26 résolutions, numérotées 71 à 96, le comité des résolutions présenta le substitut suivant, comme devant tenir lieu de ce groupe de résolutions :

Attendu que la 54e conférence du Congrès des Métiers et du Travail du Canada a exprimé, par résolutions, le désir qu'une campagne d'organisation se poursuive avec l'assistance des différentes unions internationales, et

Attendu que le courant de l'industrie a été tel que le contenu de ces résolutions ne pouvait être grandement amélioré, et

Attendu qu'il y a encore des centaines et des centaines d'ouvriers inorganisés et que des efforts plus grands devraient être faits pour enrôler ces ouvriers dans les rangs du mouvement syndical international en s'occupant tout d'abord des industries du transport, des utilités publiques, du textile et autres industries de production en série, en vue de permettre aux officiers légitimes de notre mouvement d'enrôler ces travailleurs, éliminant de ce fait une confusion inévitable qui résulterait si ces ouvriers continuaient à être inorganisés.

Qu'il soit résolu que le Conseil exécutif, conjointement avec les représentants des différentes unions internationales, définisse une politique d'organisation des inorganisés en autant que le permettent les conditions existantes et les moyens à sa disposition.

Le substitut ci-dessus, mis aux voix, fut adopté à l'unanimité.

Le Congrès s'est tout d'abord prononcé pour la sauvegarde du statut économique des ouvriers affectés par les industries de guerre et les autres industries connexes. Il a aussi assuré les autorités fédérales de son désir de collaborer loyalement avec elles, sur le plan économique, durant les hostilités, mais non sans insister sur l'équivalence des sacrifices consentis par toutes les classes de la population canadienne ainsi que sur le maintien de salaires suffisants lors de l'octroi des contrats de guerre.

Le Congrès de London n'étant pas encore terminé au moment où nous allons sous presse, nous ne pouvons, aujourd'hui, qu'en donner un bref aperçu. Aussi nous proposons-nous d'y revenir plus au long dans notre prochain numéro.

ment inspirée par le plus profond mépris de l'intérêt populaire vraiment digne de ce nom.

Si l'opinion publique était vraiment éclairée et indépendante, nous pourrions tout de suite pronostiquer le scrutin du 25 octobre, mais dans l'état de l'actuelle mentalité populaire en notre province, tout semble possible et l'on peut s'attendre à tout, même à une campagne électorale propre, ce qui n'est pas peu dire !

Le désintéressement des chefs nazis.

Nous avons déjà laissé entendre que certains chefs nazis, à coups de millions, déposaient en lieu sûr, c'est-à-dire hors du Reich, une poire pour leur soif, au cas où ils se verraient dans l'obligation de l'échanter hors de leur doux pays. Voilà maintenant que G. Ward-Price, du "Daily Mail" anglais, nous apporte des précisions troublantes à cet égard. Il cite, au nombre des prévaricateurs, Ribbentrop, Otto Dietrich, Robert Ley, Joseph Goebbels, Herman Goering, Rudolf Hess et Heinrich Himmler, tous associés immédiats et confidentiels d'Hitler.

Ribbentrop aurait \$3,165,000.00, Goebbels \$4,635,000.00, Goering \$3,575,000, Hess \$2,045,000, Himmler \$2,000,000 et Ley \$1,050,000, pour ne citer que ces quelques "prévoyants de l'avenir".

Ce qui corse encore la situation de ces puristes de la race nordique, c'est que dans le cas de quelques-uns d'entre eux, il y aurait eu détournement de fonds spécifiquement attribués à des fins de charité totalitaire. Ce fonds est constitué pour secourir les indigents pendant l'hiver et tout le monde y contribue en Allemagne, du plus riche au moins fortuné. Ce serait à même ce fonds que se seraient ainsi servis certains de ces messieurs, ceux qui précisément en avaient la garde et l'administration !

C'est ainsi que la probité des grands politiques allemands de l'heure serait pour le moins tout aussi problématique qu'en d'autres pays si les révélations du journaliste britannique sont bien fondées.

Nos ménagères commencent à la trouver mauvaise.

Le coût de la vie augmente sans cesse depuis un mois. Ce qui rend la situation particulièrement pénible dans des milliers de foyers pauvres,

(Suite à la quatrième page)

La vie des unions ouvrières par Ben. Drolet

CHEZ LES TRAVAILLEURS DU METAL EN FEUILLES

Mardi dernier, l'union locale 116, des ouvriers du métal en feuilles, avaient une intéressante réunion sous la présidence du confrère Phyllis Gariépy.

Les affaires de routine terminées, plusieurs décisions importantes furent prises. M. Onésime Renaud, agent d'affaires, soumit un rapport faisant voir l'état de travail abondant qui prévaut actuellement dans cette industrie dont les ouvriers sont spécialisés. M. Renaud dit que la nouvelle industrie de l'aéroplane emploie, à elle seule, la majeure partie des membres de l'union locale 116. Il va sans dire que la fixation des salaires de cette industrie a tenu compte du coût de la vie.

Pour ce qui est des travaux qui croissent chaque jour sur les chantiers du bâtiment et aux ateliers chargés de la préparation des matériaux, la situation paraît normale. Mais si les ateliers où se fabriquent les aéroplanes augmentent leur production, ce qui est probable, il se pourrait que la main-d'oeuvre supplémentaire fasse défaut dans le bâtiment si les entrepreneurs ne prennent pas les moyens de s'en procurer à prix raisonnable avant qu'ils soient tenus de payer davantage vu l'élévation récente du coût de la vie.

Il a été résolu de protester énergiquement contre l'adoption, par le ministre du Travail, du contrat de travail liant les employés de la "Canada Car" et inséré dernièrement dans la Gazette Officielle du Québec. On dit, en effet, qu'il existe une union de compagnie aux usines de cette compagnie.

LE CONSEIL DE CONSTRUCTION PROTESTE

Les ouvriers de la métallurgie et du bâtiment se sentent lésés du fait que le ministre du Travail provincial semble vouloir favoriser l'application d'un accord collectif de travail d'un genre inique dans le cas des employés de la firme "Canadian Car".

On sait qu'une union de compagnie existe aux usines de cette compagnie. Il paraîtrait que les conditions de travail, les heures et les salaires déterminés par ledit accord collectif seraient beaucoup moins avantageux pour les ouvriers que les dispositions prévues et déjà en vigueur au C. P. R. et au C. N. R., de même qu'à celles existantes par une entente intervenue entre la Chambre du Bâtiment (Builders Exchange) et les unions ouvrières correspondantes. Devant cette anomalie, qui permet à une industrie particulière l'adoption de prérogatives contraires au principe des conventions collectives en vigueur, le Conseil des métiers du bâtiment, réuni jeudi dernier en assemblée générale sous la présidence du confrère J.-A. Charron, a résolu de protester et de soumettre ses objections au ministre du Travail lui-même. Ce faisant, il entend s'opposer à la passation d'un tel contrat qui assujettirait les employés de la Canadian Car et désire que cette protestation soit portée à l'attention de l'hon. William Tremblay.

DES SALAIRES CONFORMES AU COUT DE LA VIE

L'hon. N.-O. Hipel, dans un court discours prononcé devant le Congrès des Métiers et du travail du Canada a donné l'assurance que l'Ontario combattrait pour que les salaires soient toujours en conformité avec l'augmentation du coût de la vie. Le ministre ontarien du Travail ajouta que des représentations seraient faites à Ottawa à ce sujet. M. Hipel déclara également que la province prend toutes les précautions nécessaires pour assurer une clause de salaire raisonnable dans tous les contrats de munitions de guerre ou d'armements et qu'une demande soit faite au gouvernement fédéral de faire le même geste.

LES FONDEURS TRIFLUVIENS A L'INTERNATIONALE

Il est question, parmi les ouvriers de la fonderie des Trois-Rivières, de s'affilier à l'Union Internationale des Mouleurs d'Amérique, forte de plus de 50,000 membres et nantie d'un fonds de plusieurs millions de dollars destiné aux secours en maladie et aux bénéfices mortuaires de ses membres.

Ceci aurait été décidé, paraît-il, par les ouvriers de la Canada Iron Foundry au cours d'une grande assemblée qui eut lieu cette semaine, en la salle du Conseil des Métiers et du Travail des Trois-Rivières.

M. Rolland Grenier, ancien président de l'union locale 134, donna à ce sujet des explications qui furent religieusement écoutées par les assistants. Il dit, entre autres choses, que c'était faire un grand pas en avant que de s'unir aux ouvriers mouleurs d'Amérique.

On attend donc, ces jours-ci, la visite de M. R.-C. Ménary, agent d'affaires de l'union locale 21, de Montréal, lequel expliquera dans tous leurs détails les avantages qu'il y aurait, pour les ouvriers mouleurs trifluviens, de s'unir à leurs confrères américains.

A cette réunion spéciale assistaient plusieurs officiers des unions des Trois-Rivières, notamment J.-B. Arsenault, président du Conseil; Emile Légaré, secrétaire du même Conseil; Isidore Hally, vice-président et maire du Cap-de-la-Madeleine, et Luc Bergeron, publiciste du Conseil trifluvien.

A LA LOGE PLACE VIGER

L'enrôlement militaire semble avoir de l'attrait pour les membres des unions ouvrières.

La Loge Place Viger, No 1086, de la Fraternité des commis de chemins de fer et manuteneurs de fret, a résolu, à sa réunion du 27 courant, que ses enrôlés, volontaires et autres, seraient considérés comme retraitants. Ils devront, dans ce cas, se procurer une carte de retrait, laquelle sera valable durant toute la guerre, après quoi elle devra être déposée à l'union locale 1086, selon que le prévoit la Constitution, pour assurer aux titulaires leurs prérogatives d'ancienneté.

Cette question de "séniorité" du travail souleva un intéressant débat après que le comité des griefs eut présenté un rapport détaillé de la situation précaire faite aux employés de la Place Viger en ce moment. Il paraîtrait que le C. P. R. serait prêt à permettre aux employés de la Place Saint-Henri qui ne travaillent qu'à période réduite de venir occuper un poste à la Place Viger tout en sauvegardant leurs états de service, ce à quoi s'oppose la Loge Place-Viger. Elle prétend qu'aux termes d'un règlement du comité de protection qui y pourvoit, les employés du C. P. R. ainsi transférés d'un endroit à un autre seraient considérés comme employés nouveaux.

Les officiers ont été autorisés à présenter à ce sujet le président général, M. Charles Rowe, du système de protection du C. P. R., et de faire rapport à une prochaine assemblée d'octobre.

Le secrétaire Georges Boivin soumit un rapport concernant l'organisation du banquet en commémoration du 20e anniversaire de fondation de la Loge Place-Viger, lequel banquet eut un gros succès, comme on sait, à telle enseigne que des membres en réclamèrent de semblables de temps à autre. M. Alfred Bousquet présenta aussi un rapport fort satisfaisant au nom du comité des vérifications. Ce rapport indique que la situation financière de la loge est bonne par les temps qui courent.

La séance était présidée par le confrère Hervé Thivierge, assisté du vice-président Alfred Bousquet et du secrétaire-treasorier Jérôme Brisebois.

CONTRAT D'UNION A LA "AIRD & SON"

Les adhérents de l'union internationale des travailleurs de la chaussure qui, désireux de servir leur pays, s'enrôlent dans les cadres de l'armée canadienne, seront maintenus en règle par leur organisation, ce qui leur conservera le droit, le cas échéant de participer à un bénéfice mortuaire de \$300.00. Cette résolution, considérée comme absolument humanitaire, a été unanimement approuvée après que le confrère Charles McKercher, membre de l'exécutif de la "B. & S. W. Union", eut consciencieusement exposé la situation des cordonniers créée par l'état de guerre où nous nous trouvons, au cours de la réunion hebdomadaire de l'union locale 249, des cordonniers, qui eut lieu le 22 courant.

A la suite d'un arrangement à l'amiable, relativement à un rajustement de de salaires du personnel de la firme "Aird & Son", fabricants de chaussures, M. McKercher informa ses confrères qu'une parfaite harmonie régnait maintenant entre les deux parties intéressées. De plus, il ajouta que de cet accord était sortie l'idée lumineuse qui, selon toutes probabilités, inspirera un projet de contrat de travail d'union entre cette firme et la "B & S. W. Union", contrat qui permettra à ladite firme de se servir de l'étiquette de l'union. Cette nouvelle fut joyeusement accueillie.

Poursuivant son rapport, M. McKercher révéla que le comité paritaire de l'industrie de la chaussure de cette province étudiait la possibilité d'établir une liste de prix horaires uniformes dans le tallage du cuir. Il dit aussi avoir été prévenu de prêter une attention toute spéciale au fait qu'à Chambly-Canton existe une fabrique où l'on prépare les fournitures de cordonnerie. On dit, à cet égard, que ses propriétaires seraient de nationalité allemande ou américaine. Est-ce que, par hasard, nos manufacturiers canadiens encourageraient les ennemis de notre pays?

Afin de faciliter le travail du confrère Frank Griffard, qui vient d'être récemment désigné comme organisateur général du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal, l'union locale 249 a décidé de mettre à sa disposition ses salles qui, on le sait, sont situées à 1331a est rue Sainte-Catherine.

LES INTERNATIONAUX ET LES "MEETINGS" PUBLICS

M. le maire Lucien Borne a donné lecture aux membres du comité administratif, le 21 courant, de la lettre suivante: Conseil Fédéré des Métiers et du Travail de Québec et de Lévis,

Québec, le 14 septembre 1939.

M. le maire L. Borne,
Messieurs,

Lors de notre dernière assemblée régulière, certains de nos délégués ont fortement protesté contre le fait que nous avons certains supposés politiciens qui parcourent présentement la province et profitent du présent état de guerre du pays pour soulever les passions contre l'autorité établie.

On nous rapporte que lors de certaines assemblées tenues récemment au Palais Montcalm ainsi qu'à la salle St-Pierre, un orateur tout spécialement dans ses protestations contre la conscription a insinué qu'il serait préférable de se réfugier dans les forêts et si les informations sont exactes il aurait fait allusion aux armes pour les réfugiés de la forêt. Il est déplorable que de telles paroles soient prononcées en public, car ceci ne peut que répercuter sur la population de la province de Québec.

Sans doute, nous ne recommandons nullement la conscription et nous considérons que chacun a le droit d'exprimer son opinion, soit pour ou contre la conscription, mais nous considérons qu'il ne devrait pas être permis de tenir des assemblées politiques ou autres en vue de soulever les citoyens contre l'autorité, car la dernière guerre, de 1914-1918 de semblables vaillants défenseurs qui après avoir incité la jeunesse à l'émeute, se sont éteints le soir qu'il devaient être à leur

LES OUVRIERS DE LA FOURRURE ET LE CONTRAT DE TRAVAIL

Il s'est fait de la bonne besogne au cours d'une réunion conjointe des membres des unions locales 61 et 67, de l'union internationale des ouvriers de la fourrure, qui eut lieu le 25 courant à l'endroit habituel.

La séance était présidée par M. Napoléon Morrier, président du Conseil conjoint, assisté des présidents des unions locales 66 et 67, Ernest Labelle et Mlle Emerande Brien. Vingt nouveaux adhérents vinrent grossir les rangs déjà compacts de cette organisation.

En premier lieu fut discuté l'important accord collectif de travail dont le terme expire en mars 1940. A ce sujet, M. Albert Roy, organisateur général, envisagea cette question primordiale sous tous ses aspects. Il prévint les intéressés d'avoir à s'y bien préparer, car ils peuvent s'attendre à de désagréables surprises s'ils ne prennent pas les moyens de faire une étude approfondie des termes du renouvellement d'un accord qui tienne compte, cette fois-ci, de l'élévation actuelle du coût de l'existence. "Des rumeurs circulent", ajouta M. Roy, "que les membres ne sont pas satisfaits du présent contrat de travail. Dans ce cas, il est plus urgent que jamais que des mesures appropriées soient prises pour empêcher qu'un différend imprévu surgisse dans l'industrie de la fourrure durant la guerre actuelle. Notre intention est de préparer un nouveau contrat collectif de travail qui soit plus avantageux, à notre endroit, que celui actuellement en cours, un contrat qui, espérons-le, nous donnera plus de satisfaction relativement aux salaires et aux conditions de travail."

A cet égard, autorisation a été donnée au Conseil conjoint de s'en occuper immédiatement et de soumettre le résultat de ses travaux à une assemblée générale de l'effectif des deux unions locales.

MM. Wilbrod Couturier et Harry Feldman, agent d'affaires, parlèrent du recrutement, lequel se poursuit avec succès. Ils soulignèrent aussi de nombreux griefs qui ont été réglés de façon à satisfaire ceux qui se plaignaient de certains employeurs qui les obligeaient à travailler après les heures réglementaires établies par la convention collective sans avoir, au préalable, obtenu un permis spécial du comité paritaire de l'industrie de la fourrure.

Les membres prirent connaissance du fait que le Bureau général avait émis un chèque de \$100.00 en paiement de bénéfices mortuaires à la famille du regretté confrère Salomon Rochewecker. Fut également produite une lettre émanant de l'"Union News Paper Guild", de New-York, remerciant les ouvriers de la fourrure de leur généreuse souscription de \$25.00 destinée à son fonds de grève.

Pour faire suite à une demande de la ligue de l'étiquette, le Conseil décida de se procurer une quantité suffisante d'exemplaires du "Guide de l'Acheteur" pour le distribuer aux membres.

Selon une coutume établie, le Conseil conjoint a été autorisé à s'occuper immédiatement de l'organisation d'un grand bal qui aurait lieu, sauf imprévu, vers la mi-décembre.

Le secrétaire Ovila Vallières présenta un rapport indiquant le succès remporté par la Fête du Travail et félicitant les dames et les demoiselles qui y ont pris part en assez grand nombre. Il recommanda aussi aux membres de prêter largement leur concours aux officiers du Conseil conjoint, élus pour diriger la barque de l'union. Ces officiers sont: Napoléon Morrier, président; Ruly Goderesky, vice-président; Omer Vallières, secrétaire; et Mlle Jeanne-d'Arc Côté, trésorière.

tête pour la lutte, et comme résultat nous avons vu des morts, des blessés et des prisonniers.

En conséquence, nous vous demandons de ne plus permettre l'usage des propriétés de la ville pour la tenue d'assemblées de tel genre où des orateurs connus préchent la révolte contre l'autorité.

Nous demeurons, etc.

Le Conseil Fédéré des Métiers et du Travail.

Joseph MATTE, secrétaire.

FUMEZ LES Cigarettes GRADS



L'ORIGINAL
 La chasse à l'original, le plus gros membre de la famille des cervidés, réclame toute l'habileté et les ressources du chasseur. Plutôt disgracieux, l'original a quand même l'ouïe fine et le flair encore plus développé. Les forêts du Québec offrent quelques-unes des plus belles chasses de l'Amérique du Nord, puisque l'on y a déjà tué certains spécimens de ces animaux qui pesaient 1400 livres et dont les bois avaient une envergure de 72 1/2 pouces. L'on trouve ce monarque des forêts des deux côtés du Saint-Laurent. La saison au nord du fleuve s'ouvre le 10 septembre; dans les régions de Gaspé et de la rive sud, elle s'ouvre le 20 septembre et se clôt le 30 novembre.

10 ONCES \$3.80 26 ONCES \$2.65

Cette Réelle Saveur de Hollande 10 ONCES \$1.15

Gin de Kuyper

EN VENTE AU CANADA DEPUIS PLUS DE 100 ANS

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN de KUYPER & SON, Distillateurs, Rotterdam, Hollande—Maison fondée en 1695.

Les comités paritaires et la statistique

L'usage courant qui est fait aujourd'hui de la statistique et les avantages incontestables qu'elle comporte, grâce aux clartés qu'elle répand sur les sujets si variés auxquels on l'applique, en ont fait, en affaires, un facteur essentiel et irremplaçable de succès.

Pour ma part, j'ai dû, toute ma vie, faire de la statistique, d'abord comme comptable en prix de revient, puis comme estimateur en travaux d'imprimerie et enfin, depuis quelques années, comme secrétaire du Comité Paritaire de l'Industrie de l'Imprimerie où, en particulier, je puis dire que les renseignements compilés dans l'administration de notre Convention collective ont une valeur qui dépasse largement une portée en quelque sorte sociale...

Grâce aux rapports mensuels que nous communiquent les divers patrons de notre industrie, nous pouvons dresser le tableau de la profession, de sa marche, de ses possibilités, des écueils qui la guettent, des palliatifs à apporter...

Voici d'abord l'industrie prise en bloc: D'un seul coup d'oeil sur nos tableaux on peut voir le nombre d'ateliers, leur position géographique, leur importance, et leur spécialisation, les départements que chacun comporte et le genre de travail qu'ils peuvent produire. Ces données élargissent évidemment les horizons de notre industrie et permettent de garder chez nous des travaux jusqu'ici exécutés au dehors...

Un autre tableau fournit sur les ouvriers les renseignements les plus complets. Grâce à une classification par catégories, par genre de métier, par année d'expérience, toute menace d'encombrement dans telle branche de l'industrie apparaît dès l'abord et permet de diriger ailleurs les apprentis qui pourraient se présenter. De même que ressort aussi au premier coup d'oeil la pénurie d'ouvriers qualifiés (compagnons) dans certains métiers, d'où mesures en vue d'intensifier le recrutement et la formation d'ouvriers nouveaux.

Rien que par ces deux points, on voit tout de suite que, grâce encore aux statistiques nos contrats de travail ne sont plus basés sur l'arbitraire, ni soumis aux fluctuations dangereuses de l'offre et de la demande, mais qu'on peut aujourd'hui

les asseoir sur la base scientifique du standard de vie environnant, dans telle zone donnée, sur le degré d'effort ou de compétence exigé pour chaque opération, sur l'expérience de chaque ouvrier...

Le même aussi, nos statistiques sur le nombre d'ouvriers dans la profession et sur la moyenne à peu près fixe de travail à exécuter nous furent d'une aide précieuse dans la fixation de la semaine horaire. C'est grâce à ces statistiques que nous avons pu réduire la semaine de travail de 48 à 45 heures et permettre à un plus grand nombre de vivre honorablement...

Une remarque en terminant dont je fais un vœu: les renseignements compilés par nos divers comités paritaires ont une valeur inestimable. Cette valeur serait décuplée si le Ministère du Travail les réunissait en un seul faisceau, faisant exécuter un travail de comparaisons entre eux et publiait le tout. Cette centralisation, à mon avis, servirait puissamment à démontrer la nécessité d'une information rationnelle des conditions de travail dans toutes les professions et tous les métiers, afin de faire disparaître les inégalités et les différences inexplicables qui subsistent d'une zone à une autre dans un même métier et d'un métier à un autre, différence qui contribue à rendre trop difficile l'équilibre si ardemment souhaité entre les diverses régions de la province...

Fernand BOISSEAU.

FACILE

Schmidt faisait du 70 à l'heure avec son auto neuf. Tout d'un coup il se trouve devant la lumière rouge et passe quand même, naturellement. Un policier était là — ils sont toujours là quand il ne le faut pas....

Le constable. — Comment vous appelez-vous?

Schmidt. — Paolitorich Kalonsepanis tosskywitz!

Le constable. — Comment épelez-vous cela?

Schmidt. — Sans H.!

Quand vous achetez des marchandises exigez qu'elles soient revêtues de la marque syndicale.

La censure de la Presse

Les règlements de la censure établie sous l'empire de la Loi des Mesures de guerre ont été rendus publics à Ottawa. Lorsque le Canada a déclaré la guerre, des directives générales ont été communiquées à la presse et aux postes de radio par la Censure. A ces directives générales viennent d'être ajoutées les instructions détaillées ayant force de loi.

Les règlements, qui sont nombreux, défendent de façon générale de faire ou de publier:

Toute déclaration, nouvelle ou opinion, contraire ou défavorable, de nature à nuire à la défense du Canada ou à la poursuite efficace de la guerre;

Toute nouvelle ou déclaration propre à causer de la désaffection à l'endroit de Sa Majesté ou à nuire aux relations de Sa Majesté avec les puissances étrangères;

Toute nouvelle ou déclaration propre à nuire au recrutement, à l'entraînement, à la discipline ou à la gouverne des forces armées. Toute information concernant le mouvement, le nombre, etc., de toute force des armées alliées ou se rapportant aux dépôts de matériels de guerre, aux fortifications, etc.;

Tout pamphlet ou brochure se rapportant à la guerre ou à la conclusion de la paix qui ne porte pas le nom et l'adresse véritables de l'auteur et de l'imprimeur;

Toutes les copies d'un journal, tract, périodique, livre, circulaire ou autre matière imprimée qui viole ces règlements peuvent être saisies et les permis de postes de radio peuvent être révoqués ou suspendus. Des amendes et l'emprisonnement sont aussi prévus pour toute violation de ces règlements qui intéressent non seulement les journaux et les postes de radio, mais aussi ceux qui adressent la parole à des réunions publiques.

"Les règlements", dit M. W.-S. Thompson, directeur de la Censure, "ont été établis à la suite de conférence entre divers services fédéraux et seront amendés de temps à autre selon l'expérience acquise, car il est évident qu'aucun jeu de règlements ne peut embrasser tous les problèmes qui se présenteront. Nous savons que nous pouvons compter sur la coopération de tous les intéressés et, de leur côté, les censeurs rendront leurs décisions rapidement et s'efforceront d'éclairer le public sur les grandes lignes à suivre. La coopération des autorités municipales qui disposent de salles où sont tenues des réunions publiques sera particulièrement appréciée puisqu'elle aidera beaucoup à faire respecter les règlements."

Le Censeur de la presse: Claude MELANCON.

Faubourgs ouvriers

Voici un passage de "Images de Paris" qui peint la médiocrité humble de tant de petites vies perdues dans les innombrables rues des faubourgs ouvriers.

La Nature

"J'aperçois toujours au pied de ma fenêtre une vieille femme un peu maigre, enfermée dans sa cour où personne ne peut la voir que moi du septième. Elle n'en sort jamais. Est-ce qu'elle représente à mes yeux la Chine, l'Europe, la France ou la Nature? Elle a sa poule blanche, son chat noir, son géranium, son baquet, sa table, sa chaise, son homme, sa tâche, son repos. En chemise le matin, elle lave le linge qu'elle a sali la veille et habillée comme une chasse, elle se repose le soir les bras croisés, sans regarder rien que le mur, deux heures durant, comme si elle était en Paradis, parce qu'elle se repose. Elle n'aurait que deux pas à faire pour se trouver parmi les girandoles du boulevard, mais elle préfère sa solitude. Là au moins, elle n'entre en comparaison avec personne; elle n'a pas d'âge; elle n'est pas plus maigre qu'une autre ni plus en noir. La poule dort; le chat s'assoit le nez dans la porte de l'écurie, comme s'il tournait le dos au monde; l'homme se tient debout dans la porte du boulevard, comme s'il tournait le dos à sa femme. Elle trône sur sa chaise, près de sa table, un géranium à ses pieds une peu à droite, son baquet à sa gauche, à peine moins grand que le gouffre de Pasca]. Quand l'homme rentre, familier, il appuie son pied à la table, son coude à son genou. Ils ne se disent rien. La nuit tombe avec lenteur et le journal ouvert devient tout blanc peu à peu. Un moment, la Nature va se coucher. L'homme la suit."

LABOR DIRECTORY INDEX DES UNIONS

CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL DE MONTREAL — MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month — s'assemble les premier et troisième jeudis de chaque mois, à la salle de l'Assistance Publique, 458, rue LaGauchetière Est. Président, Raoul Trépanier, 1153, rue Saint-Denis, Tél. L.A. 2563; secrétaire-correspondant — correspondant, secretary, J.-E. Gariépy, 11, rue Saint-Paul Ouest, Tél. L.A. 5361; vice-présidents, Alfred Mathieu, 2348, rue Chapleau, Tél. CH. 6150 & J.-A. Sullivan, 1430, rue Bleury, Tél. MA. 3817.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. — To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in French or English). The following organizations comprise Council: The Typographical Union No. 176; Jacques Cartier Typographical Union No. 109 No. 52; Brotherhood of Bookbinders and Bindery Women's Union No. 91; Photo-Engravers' Union No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union No. 33; Amalgamated Lithographers of America No. 27; President, W. Forrest; vice-president, C. Arpin; Rec. Sec., A. F. Ricard; Sec.-Treasurer, James Philip, Room 103, 686 Notre Dame St. West. Executive: John Moore, A. Quéry and John Kelly. Auditors: J. A. Arduin, Jos. Deslongchamps, R. D. Léonard, Tel. MA. 7489. Council meets second Tuesday of each month at 909 St. Lawrence Blvd.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No. 145. S'assemble le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri. Président, Charles Comtu, 2058, rue St-Antoine, Tél. F.I. 4227; secrétaire trésorier, Chs. E. Chailfour, 7430, Christophe-Colomb, tél. DO. 3771.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176—Meets first Sunday of each month at the Mount-Royal Hotel, Raymond M. Bennett, President, 337 Melrose Avenue, Verdun; James Philip, Secretary-Treasurer, Room 103, 686 Notre-Dames W.; Business hours: 9.00 a.m. to 6 p.m.; Saturday, 9.00 a.m. to 1.00 p.m.; MA. 7489.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIER-MENUSIERS D'AMERIQUE — MONTREAL DISTRICT OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA.—President, Esdras Secours; vice-président, F. Doucet; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Edouard Larose; gardien, Zénon Primeau; agents d'affaires, Ed. Toussaint et E. Bernier.

Assemblée chaque mercredi, à 8hr, du soir au Monument National, chambre 10. U. L. 134, s'assemble tous les lundis soirs au Monument National, chambre 11, C.-J. Raymond, secrétaire.

U. L. 178, s'assemble tous les 1er et 3e jeudis de chaque mois, au Monument National, chambre 10, Jos. Remy, secrétaire, 8813, rue Henri-Julien.

U. L. 1127, s'assemble tous les 2e et 4e lundis, au Monument National, ch. 10, Eudore Primeau, secrétaire, 161-4e Ave., Verdun.

U. L. 1244, s'assemble tous les 2e et 4e jeudis, à 904, Ste-Catherine ouest, H. H. Salter, secrétaire, 2282, Oxford Ave., N. D. G.

U. L. 1360, s'assemble tous les 1er et 3e lundis, à 4030, Notre-Dame ouest, H. Martin, secrétaire, 3845, rue Claude, Verdun.

U. L. 1375, s'assemble tous les lers lundis, à 159-1e Avenue, Lachine. Harris Daoust, secrétaire, 159, 1re avenue, Lachine.

U. L. 1558, s'assemble tous les lers vendredis, à 1651, rue Létourneux. Charles Thibault, secrétaire, 2435, rue Orléans.

Membres Associés, ce Local s'assemble le 2e mardi, au Monument National, chambre 11.

UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 790, Association des Employés de Tramways électriques et de chauffeurs d'Autobus d'Amérique. — Montreal Tramways Employees' Union, Local 790, Amalgamated Association of Street, Electric Railway and Motor Coach Employees of America.—Quartiers généraux. — Headquarters, 1153 St-Denis, tél.: LA. 2508. Officiers—Officers: Gérard Gagnon, vice-président international et président local; J. Georges Gagnon, vice-président; O.-A. Neveu, secrétaire-financier; Raoul Trépanier, agent d'affaires; Alberto Brodeur, trésorier; Henri Cholet, secrétaire correspondant; W. Latour, sentinelle. Le local se réunit le 2e mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079 Berri, et l'exécutif le lundi précédant l'assemblée régulière, à 1153, rue St-Denis.

FRATERNITE DES PEINTRES DECORATEURS ET TAPISSIERS D'AMERIQUE. — Local 349.—S'assemble le 2e et 4e lundi du mois au 1331A rue Ste-Catherine Est. Président, A. Renaud, 560 Congrégation, 61709 0995; vice-président, C.-A. Mondor, 4227 rue Mentana; secrétaire-correspondant, E. Gilbert, 8626 Henri-Julien; trésorier, L.-P. Boisselle, 4562 rue Marquette; secrétaire-financier, Raoul Gervais, 2585 blvd Gouin; conducteur, A. Goudreau, 9078B Notre-Dames Est; Auditeurs: Arthur Boismenu, 4621 Colonial; Ernest Désève, 6633 St-Dominique; Gaston Renaud, 5623 Chambord; gardien, Jos. Girard, 8145 rue Saint-André.

UNION DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE, Local 249. — Boot & Shoe Workers' Union. — S'assemble tous les vendredis soirs à 1331A Ste-Catherine Est. Président, Henri Belland, 6772 blvd. Saint-Laurent; 1er vice-président R. Talbot, 1849, Marie-Anne E.; 2e vice-président, Delphis Jodoin, 1766 rue Panet; secrétaire-archiviste et correspondant, N. Gervais, 2112 Wolfe; secrétaire financier, trésorier et agent d'affaires, Chs McKercher, 1331A Ste-Catherine E., CH. 6511, privé CL. 6123; assistant agent d'affaires, Lionel Thibault, 4670 Papineau, AM. 7062; sentinelle, Paifrique Goulet, 1892 Montcalm. L'exécutif s'assemble le 1er et 3e mercredi du mois, à 1331A rue Ste-Catherine Est. Président, Ovide Drolet, 4104-Bordeaux; vice-président, Delphis Jodoin, 1766 Panet; secrétaire, N. Poirier, 2137 rue Champlain.

A NOS ABONNES

A ceux de nos abonnés ouvriers et autres, dont le terme d'abonnement est expiré, nous rappelons qu'ils doivent nous adresser au plus tôt le prix d'un réabonnement afin que nous puissions continuer à leur envoyer régulièrement notre journal.

Le Gérant de la circulation: Ben. DROLET.

A BATONS ROMPUS

(Suite de la première page)

c'est que l'élévation du prix de certaines denrées de première nécessité ou bien est grandement exagérée ou bien est totalement injustifiable, étant donné les stocks disponibles chez les fabricants ou les grossistes.

Par ailleurs, on nous dit que les profiteurs seront sévèrement punis s'ils sont pris la main dans le sac. D'autre part, il semblerait que ni les fabricants, ni les grossistes, ni les détaillants ne seraient les coupables, mais plutôt les consommateurs eux-mêmes ! C'est du moins ce que laissent entendre certains commentaires journalistiques.

Nous conseillons à ceux qui disent que tout va pour le mieux sur le front économique intérieur de consulter nos ménagères, surtout celles dont le budget était déjà limité au strict nécessaire avant le 1er courant.

Ils en apprendront des vertes et des pas mûres.

Le Congrès des Métiers et du Travail du Canada.

Cette année, c'est dans une ambiance d'inquiétude, de tension et de détermination tout à la fois que le cinquante-cinquième congrès du "Parlement ouvrier canadien" a ouvert ses travaux, à London, Ontario. Sa responsabilité était déjà grande, certes, avant la guerre, mais elle s'est accrue depuis des problèmes que pose, sur le plan industriel, la défense du pays et la collaboration du Canada à l'oeuvre d'assainissement entreprise par la coalition anglo-française pour débarrasser le monde civilisé de la tyrannie totalitaire ; pour écarter, une fois pour toutes, si c'est humainement possible, le danger hitlérien en Europe et ailleurs.

Comme nous l'avions précédemment laissé entrevoir, le Congrès des Métiers et du Travail du Canada s'affirme de nouveau comme le rempart à l'abri duquel doivent se perpétuer des libertés démocratiques si chèrement acquises. Aussi a-t-il assuré les autorités fédérales de son plus entier concours dans les circonstances tragiques que nous vivons présentement. Parlant au nom du groupe ouvrier syndiqué le plus important du Dominion, le Congrès, par la voix autorisée de son Comité exécutif, entend soutenir Ottawa de toute sa bonne volonté, de toutes ses forces, mais il réclame l'équivalence des sacrifices pour toutes les classes dont se compose notre population canadienne.

Nos ouvriers syndiqués entendent, avons-nous déjà dit, faire tout leur devoir, mais ils estiment aussi avoir le droit d'exiger que les autres classes de la société assument des responsabilités et des sacrifices proportionnellement à leurs moyens d'action. Ce n'est d'ailleurs qu'à ces conditions que l'équivalence des sacrifices au Canada peut être sérieusement envisagée et appliquée.

Le Congrès s'est aussi prononcé, naturellement, contre les profiteurs de guerre, contre ces affairistes inscrupuleux dont les louches manoeuvres, inspirées par une cupidité intolérable, jettent le désarroi dans notre économie domestique et font que d'innombrables ménagères canadiennes, de l'un à l'autre bout du pays, sont actuellement dans la plus vive anxiété au seuil de l'hiver.

La criminalité nazie suit son cours normal...

En dépit de ce que peuvent soutenir les chefs de "L'Unité Nationale", qui sont en ce moment dans une léthargie un tantinet obligatoire, le militarisme nazi se déploie en Pologne dans toute sa beauté nordique. Il est regrettable, à cet égard, que nous soyons privés de la lecture attachante du "Combat National", sans quoi il y a gros à parier que nous y lirions la justification, avec d'innombrables excuses à la clef, des hauts faits des artilleurs et des aviateurs hitlériens contre les églises, les couvents, les hôpitaux, les trains et ambulances de la Croix-Rouge, les vieillards, les femmes et les enfants.

En supposant que nos journaux exagèrent un peu, ce qui est fort plausible en ce moment d'énerverment et de tension cérébrale, on peut tout de même avouer que les dignes héritiers des boches de 1914-1918 n'y vont probablement pas avec le dos de la cuillère depuis qu'ils semblent avoir résolu de rayer, par la mitraille, Varsovie de la carte d'Europe. Le mépris des hordes hitlériennes pour la vie humaine est incommensurable et il nous est désormais impossible, en y mettant le maximum de bonne volonté, d'envisager Hitler et sa camarilla d'assassins galonnés autrement que sous l'horrible aspect de tortionnaires impitoyables.

Un bienfait n'est jamais perdu, dit-on. Un méfait non plus, sans doute. Dans ce cas, quand viendra le règlement de compte, il faut espérer que les véritables coupables de ce nouveau grand crime européen trouveront, au moment psychologique, des juges assez humains pour leur faire subir le châtement qu'ils auront tant fait pour mériter. Si cela ne se produit pas, c'est qu'alors il nous faudra, à tout jamais, désespérer de la justice des hommes.

INTERIM.

IMAGES DE PARIS

Dans *Images de Paris*, Marcel Jonhadeau a réuni de petits tableaux ou de courts récits, qui peignent quelques-unes des détresses de la grande ville. Car une grande ville, sous son visage de luxe, de gaieté, porte en elle ces détresses qu'il vous arrivera peut-être de côtoyer, dans les rues des faubourgs, ou près des quais, au crépuscule.

La Glaneuse noire

"Une petite vieille guette les voitures des charbonniers, dès sept heures du matin, l'hiver, auprès de la passerelle de Passy, et elle les suit jusqu'au pont de Grenelle. Dès qu'une miette de charbon ou un rocher tombe de la voiture, elle se penche pour les ramasser, et quand c'est une mie, elle regrette que ce ne soit pas un rocher, parce que cela ne vaut pas la peine de se baisser, et quand c'est un rocher, que ce ne soit pas une mie, parce que la peine est trop grande. A-t-elle relevé la tête, elle se voit loin de ce qui l'attire, elle court pour le rattrapper, ses cheveux dans ses yeux, les pieds à peine soulevés, pour ne pas perdre une chaussure trop lâche dont le lacet l'entrave. A

mesure qu'elle poursuit le char, ses forces diminuent et son sac se fait plus pesant, mais elle ne se roidit pas; elle semble au contraire marcher sur des pointes ou comme une danseuse ivre, perdre et retrouver l'équilibre, son courage, non sans grâce, au rythme des grelots du coche. Le sac rempli à demi, traîne maintenant jusqu'à ses pieds et l'embarrasse; elle est obligée de replier son bras gauche pour maintenir plus haut sa charge et ce bras soulevé forme un angle aigu dont la pointe blesse le ciel chaque fois que la main droite obstinée se tend vers la terre noire.

"Bientôt, je ne distingue plus du char qu'un grand rectangle qui s'enfonce dans la brume, suivi d'un hexagone qui semble tourner sur lui-même dans le vent, comme une étoile mue par quelque ressort secret. Cependant, tout à coup le char a disparu et seule je ne vois plus que la pauvre petite vieille écroulée sur le charbon que la toile du sac a répandu aux quatre coins de l'avenue."

Un membre du Travail Organisé devrait toujours exiger que l'étiquette de l'union apparaisse sur toute marchandise ou produit qu'il achète.

Au Congrès des Métiers et du Travail

Au nombre des importantes résolutions adoptées à London, cette semaine, se dégage celle-ci, qui se rapporte à la collaboration aux travaux de guerre et qui résume dix-huit résolutions inspirées par les mêmes motifs :

Attendu que, lors de la conférence de Niagara Falls, tenue l'an dernier, le Congrès des Métiers et du Travail du Canada déclarait "Que pendant que nous sommes réunis ici le ciel d'Europe est chargé de nuages noirs qui menacent d'engloutir le monde, dévastant cités et villes, faisant tomber une pluie de bombes et massacrant femmes et enfants";

Et attendu que ce Congrès reconnaissait l'impérieuse nécessité d'aider les pays démocratiques dont l'indépendance et la sécurité étaient menacées, priant notre gouvernement de coopérer activement avec les autres pays désireux de maintenir la paix, dans toute mesure qu'ils jugeraient nécessaire de prendre pour mettre fin au règne de terreur imposé par les dictateurs fascistes et nazistes et faire disparaître cette menace de brigandage international;

Et attendu que, dans le passé, nous avons félicité nos confrères de la Grande-Bretagne et de France pour l'attitude qu'ils avaient prise dans la défense des pays marqués pour être attaqués et détruits par les régimes totalitaires et leurs dictateurs, les assurant que si jamais le temps venait où, par suite de leur décision de défendre les démocraties et les droits des travailleurs de n'importe quel pays, ils avaient besoin de notre aide, nous volerions à leur secours;

Et attendu que dans les pays dominés par des dictateurs les syndicats ouvriers ont été mis hors la loi, leurs biens, propriétés et leurs ressources financières confisquées, leurs dirigeants persécutés et en de trop nombreux cas brutalement mis à mort; que des milliers de leurs membres des plus actifs ont été emprisonnés ou languissent dans des camps de concentration où ils sont les victimes du terrorisme le plus effroyable, dans le but évident de miner leur santé et briser leur moral, le même traitement barbare est employé contre les organisations politiques et institutions démocratiques, détruisant ainsi non seulement le mouvement syndical, mais tout medium par lequel le peuple de ces pays pouvait espérer employer des méthodes constitutionnelles pour améliorer leur sort ou changer la structure économique et sociale du régime sous lequel il est condamné à vivre et empêcher la destruction de toute idée démocratique;

Et attendu que le mouvement syndical a toujours appuyé les efforts faits en vue de maintenir la paix, efforts qui malheureusement ont échoué et qu'il est devenu nécessaire d'avoir recours à la force armée pour empêcher que l'agression de l'Allemagne et de ses alliés ne détruise l'indépendance de la Pologne et autres pays où règnent encore des gouvernements démocratiques.

Qu'il soit résolu: Que cette 55e conférence annuelle du Congrès des Métiers et du Travail du Canada réitère son attitude antérieure et engage son appui le plus entier au gouvernement canadien et à celui de la Grande-Bretagne dans leur poursuite de la guerre contre les pays agresseurs en vue de faire disparaître à jamais cette menace perpétuelle d'agression et que les droits, privilèges et institutions démocratiques soient restaurés à tous les peuples maintenus sous le talon des dictateurs;

Et qu'il soit de plus résolu: Qu'en vue de pouvoir utiliser toutes les ressources du pays pour obtenir la victoire, il est impérieux que les profits exagérés et l'avarice soient éliminés dans la production du matériel de guerre aussi bien que dans la production et la distribution des besoins domestiques. Nous insistons pour que tout l'outillage de production aussi bien que la richesse de la nation soient mobilisés dans l'intérêt général au lieu de l'intérêt particulier ou celui des corporations, de sorte que la contribution du Capital à l'effort national soit en quelque sorte équivalente à celle du sacrifice des vies humaines.

Ceux d'entre les 350 délégués qui ont voté contre la résolution ci-dessus l'ont fait uniquement parce qu'elle ne comportait aucune clause impliquant explicitement la sécurité du statut économique des ouvriers syndiqués durant l'application du "War Measures Act".

A nos abonnés

Que nos amis veuillent bien se souvenir que *Le Monde Ouvrier* est entré, toutes voiles dehors, dans sa vingt-cinquième année et qu'il compte un grand nombre d'admirateurs fidèles et dévoués. Nous sommes, certes, fiers de cette amitié qui nous honore, mais nous aimerions la voir aussi se manifester, se concrétiser, se compléter par des actes tangibles.

En ce moment, nous faisons la correction de notre liste d'abonnés et nous constatons, à première vue, que plusieurs d'entre eux sont encore redevables de leur abonnement annuel bien que celui-ci leur ait déjà été réclamé à plusieurs reprises, ce qui nous apparaît anormal de leur part.

Le Monde Ouvrier s'efforce d'exprimer les vues d'ensemble du mouvement ouvrier syndiqué et de mener le bon combat, au nom de la classe ouvrière, sur le plan économique, ce qui implique de notre part beaucoup de travail et de sacrifices pécuniers, pour ne rien dire des soucis constants que cela nous cause. Nous avons jusqu'ici, croyons-nous, procuré à nos abonnés une lecture saine, vivante et, qui plus est, utile, et nous entendons persévérer dans cette bonne voie. En retour de cet effort, nous demandons qu'il soit reconnu par les intéressés et, dans ce but, nous faisons appel, aujourd'hui, à l'esprit de justice et d'unionisme de chacun de nos abonnés et les prions de vouloir bien y répondre en nous adressant au plus tôt le prix, particulièrement modique, de leur abonnement, lequel défraie à peine les frais de publication et d'envoi.

Allons, faites un effort, abonnés. Epargnez-nous les frais et le travail supplémentaires de l'envoi de lettres sollicitant un versement qui nous est bien dû, en somme. Cela devrait vous être d'autant plus facile, pensons-nous, que la somme demandée est minime et que, chaque semaine, vous devez songer à nous puisque vous lisez régulièrement *Le Monde Ouvrier*.

Il nous aura suffi, croyons-nous, d'attirer votre bienveillante attention à ce sujet pour que vous vous fassiez un devoir de nous faire remise de votre abonnement par retour du courrier.

Ben. DROLET,

Gérant de la circulation
11 ouest, rue Saint-Paul
Montréal

C'est bien beau de se dire unioniste, mais tout n'est pas là, il faut le prouver. Et la manière d'y arriver est de toujours demander l'étiquette de l'union sur les produits que nous achetons. C'est parfois difficile, mais on y parvient toujours.

Tom Moore élu président

Au moment d'aller sous presse, nous apprenons que le confrère Tom Moore, ancien président du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, vient d'être réélu à ce poste important, aux assises ouvrières de London, en remplacement de "Paddy" Draper, qui se retire du mouvement syndical ouvrier pour cause de maladie.

Nul doute que cette élection sera bien accueillie dans tous les milieux syndiqués, car Tom Moore est demeuré aussi populaire qu'estimé de l'une à l'autre extrémité du Dominion.

J. G.

Hier et aujourd'hui

Le pouvoir d'achat de la classe ouvrière d'aujourd'hui est-il moindre ou plus élevé que celui d'autrefois ?

Que ce soit en temps de guerre ou en pleine paix, le mal économique reste essentiellement le même dans les pays où prévaut ce qu'on est convenu d'appeler une économie libre, c'est-à-dire non dirigée par les pouvoirs établis. Ce régime de libéralisme économique existe un peu partout, sauf en Russie et dans les pays dits totalitaires ou en gestation de socialisme ou de totalitarisme.

La classe ouvrière des pays dits démocratiques réclame, depuis longtemps, des salaires raisonnables, c'est-à-dire réellement suffisants. Or, il paraît difficile, pour ne pas dire impossible, de payer des salaires semblables et de prélever, en même temps, des bénéfices d'exploitation tels que ceux-ci soient de l'envergure voulue pour défrayer les multiples intérêts obligatoires et des dividendes, privilégiés et ordinaires, le tout calculé sur des capitalisations enflées démesurément à la faveur des lois anciennes qui nous régissent encore et qui sont, précisément, l'oeuvre de législateurs-politiciens d'autrefois, tous plus ou moins domestiqués aux puissances d'argent de l'époque quand ils n'étaient pas eux-mêmes des ploutocrates, des capitaines d'industrie, les dispensateurs du capital disponible. Comme les rapports d'antan entre la Politique et l'Argent subsistent de nos jours, avec de légères variantes, bien qu'un peu atténuées par les circonstances, il est à peu près inutile d'espérer des salaires franchement humains — même si tous les ouvriers d'un pays donné étaient syndiqués — tant que les surcapitalisations seront légalement possibles et tant que les bénéfices d'exploitation ne seront pas réduits à leur plus simple expression, en un mot tant que le capital humain restera légalement subordonné au capital financier.

Sans doute le syndicalisme a amélioré et consolidé la situation économique de l'ouvrier moyen par de successives augmentations de salaire et une humanisation graduelle des conditions générales du travail, mais ce redressement économique partiel a été, en tout ou en partie, neutralisé, nullifié par un accroissement non moins proportionnel et constant du coût moyen de l'existence. De sorte que le pouvoir d'achat proprement dit de la classe ouvrière est sensiblement le même aujourd'hui qu'autrefois, en supposant, comme cela devrait nous être permis, qu'il ne lui soit pas légèrement inférieur, tous comptes faits, à certains égards. Il convient, cependant, de tenir compte, en tout ceci, du fait que la vie d'aujourd'hui a des exigences qu'ignoraient totalement nos ancêtres quand on veut comparer le pouvoir d'achat moyen de l'ouvrier de notre époque à celui du travailleur du siècle dernier, par exemple. Et c'est pourquoi il nous semble qu'aujourd'hui le pouvoir d'achat de la classe ouvrière est moindre qu'il y a, disons, un demi-siècle.

Quoi qu'il en soit, il n'en reste pas moins établi et constatable, indépendamment des conditions d'existence d'autrefois et d'aujourd'hui, que le véritable pouvoir d'achat de la masse laborieuse ne sera ce qu'il doit humainement être que du jour où les bénéfices d'exploitation seront ou supprimés complètement ou, tout au moins, réduits à leur plus simple expression.

En d'autres termes, l'ouvrier ne recevra une équitable rémunération en échange de son labeur que dans la mesure où le salaire du capital sera réduit, mais cela impliquerait, malheureusement, des modifications de notre régime économique que nous n'osons pas encore envisager, encore moins concrétiser par la pratique.

Georges DELPEQUE.

Machine Making Labor's Skill Valueless

The displacement of human labor and the destruction of the market value of skilled labor are the inevitable results of the widespread introduction of measurement devices and automatic control instruments in industry, according to a report entitled "Industrial Instruments and Changing Technology," which was prepared by the National Research Project of the Works Progress Administration.

Although the report emphasizes that the measurement devices and automatic control instruments have "speeded up production, improved the quality of products, reduced costs and increased the productivity of labor," there is no escaping the baneful effects of this process on working men and women both in the destruction of job opportunities and the degradation of skilled labor. On these two subjects the report says:

"Instruments in some instances serve as direct substitutes for labor. Relays, switches and other mechanisms which transfer the actions of an instrument into automatic operations of a machine have eliminated manual workers. Inspection and handling operations are particularly susceptible to automatic control in mass production industries. A wide variety of automatic devices has been applied in these industries to mechanize handling and visual-inspection tasks.

"The judgment of a trained workman is frequently made unnecessary by an instrument which indicates a condition so precisely that an unskilled operative can give the process the necessary attention. Where a new skill is introduced it is likely to be of a different sort, for instance, one requiring an ability to read meters and perform calculations."

Price Control In British Columbia

The British Columbia government's attempt to bring down the price of gasoline has raised constitutional issues which may prove to be of major importance for the whole of Canada. Last year, after an exhaustive inquiry had found that the price of gasoline in the province was far higher than need be, the government appointed a Coal and Petroleum Board with power to control prices. The Board made an order reducing the price of gasoline. The Oil Companies succeeded in getting an injunction preventing the enforcement of the order. The validity of the Act was then tested in the Supreme Court of the Province, which found it *infra vires*. The Board thereupon issued a new order. The companies replied by appealing the case to the Supreme Court of Canada and meanwhile seeking a fresh injunction. They got it. In all this there is nothing very unusual. But in the course of the injunction proceedings, counsel for the companies uttered a threat little short of revolutionary. He announced that if the Board's order were upheld, the companies would simply shut down; there would not be a single gallon of gasoline sold in the Province. Thus a King's Counsel, a Senator of Canada, a pillar of the

Liberal party, flings defiance in the face of law and constitutional authority. What would happen if a trade union threatened to shut down a key industry in this fashion, we all know. The heavens would resound with cries of "Bolshevism," appeals to all good citizens to rally to the cause of law and order, and so forth *ad lib*. If the Supreme Court's decision goes against the companies, it will be instructive to observe the behavior of "Responsible" newspapers and public men. It will be even more instructive to watch what the British Columbia government does. Will it meet the threat, either by taking over the industry or by importing gasoline from other sources of supply (Mexico will doubtless be willing to oblige), or will it capitulate? The companies of course are already trying to becloud the issue by claiming that they are "losing money" heavily in British Columbia (and hence, presumably, continuing to operate out of pure benevolence), a claim which their methods of price fixing and accounting make it difficult either to prove or disprove. But that is not the point. The real question which may have to be decided in the next few months is, who owns British Columbia? — *The Canadian Forum*.

NOVA SCOTIA FISHERMEN EXPLOITED BY MONOPOLY

By "BLUENOSE"

Workers all over Canada are having a tough time these days, but for hard work and small return the Nova Scotia fisherman's condition is hard to beat. These conditions no doubt apply equally as well all over Maritime Canada.

The following are some of the conditions which have existed along the coast this summer.

Dealers paid the fishermen as low as 35 cents to 55 cents a hundred pounds for mackerel this spring. The same fish, sold fresh retail, cost 10 cents each fish weighing less than a pound — not in Ontario, but within sight of the water they were taken out of. The fishermen claim these mackerel will be bought back by them next winter at from 3 cents to 5 cents a pound, as frozen bait — ten times the price they receive.

Monopoly Control

Many fish dealers have established complete local monopolies, in direct violation of the Combines Act, and use their economic power to exploit the fishermen unmercifully. Men fishing out of the ports where these dealers are operating are not permitted to sell their catch to the highest bidder. For instance, should a fisherman come in with a boat-load of herring he could not sell his catch to another fisherman or schooner in port because the dealer would have no further dealing with him. He must sell all his catch to the dealer if he wants to do any future business. This gives the dealer complete control over the catch of fish in his locality, and as there is no competition in most ports along this coast, he can buy at his own price.

Fish Wasted

Herring are being bought now at the price of 30 cents a bushel (approximately 90 fish). The dealers in most cases will only buy the largest fish even at that price. One fisherman brought ten bushels of fish to port and the dealer picked out three bushels of the very largest fish and turned down the remainder. The fish turned down were taken out to sea and dumped and the fisherman pulled up his nets, for, as he said, he was just destroying the present supply and ruining next year's catch by this dumping of unwanted fish.

There is no conservation in the fishing industry, it is just exploit and destroy. — *The New Commonwealth*.

DEATH AIMS AT 64,000

It was predicted recently that next year 64,000 persons will die in the U. S. of tuberculosis. If the control of the disease were no better than in 1904, 20,000 would die next year.

This estimate was made by the National Tuberculosis Association, which announced that remarkable progress had been made in controlling the disease, and that further organized work would probably eradicate it.

Already the association is planning to sell 1939 Christmas seal stamps, the revenue from that source to be used for further prevention and control of tuberculosis. The stamps will be on sale from Thanksgiving day until Christmas day. It is understood that persons who wish to buy and use them may pay whatever they are willing to contribute to the cause.

PAY FOR 80,663 JOBLESS

Unemployed railroad workers are now benefiting from an act passed at the suggestion of the Standard Railroad Labor Organizations—the Railway Unemployment Act, now in effect and paying benefits.

As of July 22, according to the Railroad Retirement Board figures, 80,663 unemployed railroad workers had filed claims for compensation.

During the same period, 4,875 jobless workers, who had served their "waiting periods," received checks totalling \$74,014.25, or an average of \$15.18 each.

Every railroad workers who is now out of employment, who made \$150 or more during the year of 1938, and who is not disqualified for reasons specifically set forth in the act, is eligible to receive benefits.

The system pays to those eligible \$1.75 to \$3 a day for each day of unemployment over seven in any 15-day period. This means that bi-monthly checks for full-time unemployment will run from \$14 to \$24 each.

Le Monde Ouvrier est imprimé sur papier journal manufacturé par la maison E. B. Eddy & Co., dont les ouvriers sont organisés 100 pour cent.

Les Seuls Buandiers et Fournisseurs de Linge Blanc qui soient de l'Union à Montréal

The Only Union Laundry and Supply Services in Montreal

IMPERIAL SUPPLY CO.

excellent service de blanchissage et lavage de famille à prix modérés.

Superior Laundry Service and Family Washing at Popular Prices

Téléphonez CHerrier 7603-6155
1471, RUE PARTHENAIS

Call CHerrier 7603-6155
1471 PARTHENAIS STREET

At the Trades and Labor Congress

Among the many important resolutions adopted at the London convention, this week, one stands out which deals with collaboration in the war industries and which covers eighteen similar resolutions all inspired by the same motive:

Whereas the Trades and Labor Congress of Canada, a year ago at its Niagara Falls convention declared "We are meeting with the black clouds of war overhanging Europe, threatening to engulf the world, devastating cities and towns, raining bombs and slaughtering women and children";

And whereas this Congress further declared for the need and necessity to render help to all democratic countries whose independence and integrity were being challenged, and at that time urged upon our Government to co-operate with other peace loving countries of the world in whatever steps were deemed essential to destroy the reign of terror imposed by Nazi and Fascist dictators and thus remove the menace of international lawlessness;

And whereas, we have in the past commended our Brothers in Britain and France for their stand in defence of those nations who have been singled out for attack and destruction by dictatorship powers, assuring them that should the time ever come when, through their action in defence of democracy and the rights of the workers in any land, they might be in need of our assistance and help, that we would rise to their defence;

And whereas in all Fascist and Nazi nations the free trade union movement has been outlawed, its property and funds confiscated, its leaders persecuted, in many cases ruthlessly murdered, thousands of its most active members are now in prison, or languishing in Nazi concentration camps where dreadful terrorism is being used to break down their health and spirit, similar treatment being meted to democratic, political organizations and institutions, thus destroying not only the trade union movement, but also the medium through which the common people in any of these countries could utilize constitutional and orderly methods to bring about improvement or changes in their social and economic structure, which action constitutes a complete destruction of democracy;

And whereas the Trade Union movement has supported all conciliatory efforts that have been made to preserve peace, which unfortunately have failed, and it has become necessary to resort to arms in order to prevent the aggressive action of Germany and her allies from destroying the independence of Poland and other nations where democratic Government still exists.

Therefore, be it resolved: that this 55th Annual Convention of the Trades and Labor Congress of Canada reiterates its stand of former years and pledges its unwavering support of our membership to the Canadian and British Governments in the prosecution of war against aggressor nations to the end that the threat of aggression may be removed for all time and that democratic privileges, institutions, and rights may be restored to the people now suffering under the heel of dictatorship;

And be it further resolved: in order that the full resources of the Country may be utilized for the achievement of victory, it is essential that profiteering and greed must be eliminated in the production of the sinews of war, and the supply and distribution of home requirements. To this end we urge that the machinery of production and the wealth of the nation be mobilized to serve the Country's interest instead of those of individuals and corporations, so that there will be an equitable contribution on the part of capital, comparable to that of the sacrifice of human life.

Those among the 350 delegates who voted against the adoption of the above resolution did so solely because it contained no clause involving the economic status of the worker during the application of the "War Measures Act."

WORKERS LIVE 62 YEARS

The average wage earner may now expect to live almost 62 years, the Metropolitan Life Insurance Company recently calculated.

The company has a record of the number of years which its insured policy holders have lived. It shows the gradual lengthening of life as medical science improved and people learned to take better care of themselves and life eased away from its former severity.

The company insures wage earners in groups. In 1911 their records showed that these workers lived on the average 46.63 years, or about 46½ years.

Since that time, expectation of life has been gradually increasing until now the average wage earner lives to be 61.94 years of age.

Most of this lengthening of life for the workers is greatly due to the unions which established conditions more in harmony with human wants, that is shorter hours of work, giving the worker time to recuperate his lost energies; higher pay, enabling him to have a more decent standard of life; better sanitary conditions, keeping the worker fit for the work he has to accomplish and relieving him of the diseases inherent to working quarters which are unhealthy, etc.

CANADA EMPLOYS LABOR

Employment rose higher in Canada early in June, the latest date available for labor statistics. The Dominion Bureau of Statistics had reports from 11,718 business firms showing that they had on their payrolls 1,098,908 employees, as compared a month earlier with 1,032,068, which was a gain of 6½ per cent in one month.

Taking employment in 1926 as representing 100 per cent, employment June 1 stood at 113 per cent in Canada. A year previous it stood at 112 per cent.

Building contracts awarded took an upward turn in June. The value of contracts awarded in May was \$18,360,200, and in June \$25,196,300.

The total physical volume of business for May stood at 121 per cent, figures for no later date being available.

BUILD HOUSES FOR WORKERS

The Lord Mayor of Birmingham formally opened the 50,000th municipal house in Birmingham, England, recently. The post-war development in housing in Birmingham has been the outstanding feature of civic policy and enterprise. The total of the estimated capital commitments which the Corporation have at present reached is approximately £37,000,000, of which £23,500,000 represents the actual "al-in" cost of building the 50,000 houses.

These houses represent an addition to the net rateable value of the city (that is, roughly speaking, the annual value of property) of £600,000, the value of the pound being about \$4.68 in United States money.

Liverpool has decided to spend more than half a million pounds on the provision of homes for workers engaged in new factories established during recent months. A thousand houses, to cost £431,000, to be erected in the new satellite town of Speke — where the city's airport exists — will include 74 houses of a suitable type for keymen engaged in the factories in the vicinity. The sum of £113,000 is to be spent on the provision of 192 flats in another district.

WANT THEIR DEBTS PAID

Members of the Quebec Federation of Labor are of the opinion that workers who can't pay their debts should have government help, somewhat after the manner in which governments give aid to farmers.

At their convention held recently in Sherbrooke, Que., this labor organization adopted a resolution urging the government to set up a board or commission to help them pay their obligations, when through circumstances beyond their control they could not pay.

Relief for them might take some such form of relief for farmers under the Farmer's Creditors Arrangement Act, they thought.

How The Communists Work Within Unions

"We'll have our day and the time isn't very long off," is the gist of the statement by a communist member of an important trade union, not regarded as a radical one, made recently before a group of his own officers and employers. The speaker was a typically loquacious Communist member of the union.

His boast was a common one, and would not be of sufficient weight — not an important one to be sure, but a troublesome one. The American Federation of Labor is aware of such influence and in 1935 took steps to prevent Communistic control of central bodies.

As a part of article IV of the American Federation of Labor Constitution is the clause adopted in 1936, which states:

"No organization officered or controlled by communists, or any person espousing communism or ***** shall be allowed recognition or representation in any Central body or State Federation of Labor."

Since this clause did not prevent Red membership within the locals, several International Brotherhoods in the building trades went considerably further in adopting amendments to their constitutions which restrict or ban Communists as members. While the extent of their penetration is not known, the methods are, — the following excerpts from official sources indicating the instructions and philosophy of infiltration.

The Red approach is one of suavity, the directions of Communists International of 1935, being "to work actively in the united trade unions, to consolidate them *** and at the same time exert every effort to have these organizations actually defend the interests of the workers." It is further stated:

"If the reformist leaders resort to the policy of expelling revolutionary workers, or entire branches from the trade unions or ***** the Communists must rally the entire union membership ***** at the same time establishing contact between the expelled member and the bulk of (other) members, and engaging in a joint struggle ***** etc."

More recently "The Labor Leader," organ of the Association of Catholic Trade Unionists, quotes a letter disclosing under-cover activities of Communists in the Australian Labor Party. "Without trade unionists in the vital branches, we are sunk," wrote an executive board member of the Labor Party, recently unmasked as a Red leader. He further stated "Being linked with our (the Communists) organization does not entail proclaiming yourselves from the house tops. We want political moles dug in so far they can't be dug out." (In his own case he had reached a high position in labor circles).

"Your first job," he states to Communists, "is to turn yourselves into fortresses of political wisdom. The second is to make trade unions fortresses of Bolshevism. The district council knows I am a Left, but they can't get the wood on me. Meanwhile I circulate amongst Labor Party workers like a fish in the sea and keep winning them to our cause." (They did get the wood on him, however).

You will find there are also a number of us who "make it their business to prevent the labor movement from moving." He then states how the Communists sabotaged the Labor Party citing among other things — "the Building Strike." — *The Carpenter.*

PROGRAMME OF THE AMERICAN FOUNDATION FOR ABUNDANCE

1. To stop the Godless waste of natural resources, machine equipment, labor power, and scientific knowledge which during the past ten years reached the staggering total of 805 billion dollars, an annual average loss of almost \$2,700 to every American family.

2. To repurchase at January 1, 1939 prices, for and in the name of the American people, the banks and all industries of public utility character upon those continuous functioning the life of the nation and the welfare of its people depend.

3. To assure to every average American family an income or purchasing power of not less than \$50 a week or \$2,500 a year.

4. To guarantee a comfortable, self-respecting living to all who work and to all who are too old, too ill or too young to work.

5. To abolish all present taxes and to replace them with a National Social Overhead to be included in the fixed prices of all goods and services.

6. To supplant the present inadequate and ineffectual distribution of purchasing power by the distribution of fortnightly checking accounts through a national, publicly-owned and operated banking system.

7. To pay the costs of this programme out of the difference between the present national income which has averaged less than 60 billion dollars a year the past ten years and the possible national income which averaged 138 billion dollars a year since 1929, by expanding the present restricted production of goods and services to capacity production through utilizing to the full America's natural resources, machine equipment, labor power and scientific knowledge.

8. To preserve for our children and our children's children an abundant and, if humanly possible, a more abundant America than the Creator presented to our fathers.

9. To secure the realization of this

programme by the election of enough Members of Congress, irrespective of party, pledged to sponsor and enact the National Abundance Bill which embodies those aims, so that this programme of Abundance—for all may be inaugurated at the earliest date possible.—*The American Guardian.*

LABOR MAKES MORE GAINS

Fifty-seven labor agreements, bettering the lot of gainful workers, were ratified in the period of March, 1938, to March, 1939, by countries which are members of the International Labor Office with headquarters in Geneva, Switzerland.

The year book published by the organization reports 30 ratifications of its convention of agreements providing for a system of free public employment exchanges.

Ratifications came from 18 countries and applied to 34 conventions. New Zealand made the largest contribution with 22 ratifications, and 18 came from Europe, 11 from America, 5 from Asia and 1 from Australia. The governments of the United States, Iraq and Turkey communicated their first ratifications with 5, 2 and 1 respectively. All of those adopted in Washington concerned improvement of working conditions at sea.

In regard to enforcement of agreements by the various countries, it was reported that "the great majority of the governments have endeavored to fulfill their obligations loyally and most of them have removed more or less speedily discrepancies that existed between the provisions of the ratified conventions and those of their own national legislation."

TO OUR SUBSCRIBERS

To those of our friends, workingmen and others, whose subscription has expired, we respectfully draw their attention to the fact that they should mail us, at their earliest convenience, a renewal of their subscription so that we may continue to send them our paper regularly as heretofore.

BEN. DROLET,
Circulation Manager.

Britain and France at War for Liberty and Justice

Canada's Stand. — The Forthright Declaration of the Dominion's Principal Spokesmen.

By BERNARD ROSE.

No greater compliment was ever paid democracies and their statesmen by a totalitarian tyrant than that of Germany's Fuehrer, and contained in the Blue Book issued by the British Government giving the substance of the conversations between Hitler and the British Ambassador. With characteristic frankness the Government of Great Britain withholds nothing of what passed. It wants the world to know the truth. Compare this attitude and diplomatic integrity with that of the ruling adventurers in Germany and Russia.

The precise statement to which I wish to make reference is that of Hitler who, when speaking to Sir Neville Henderson on August the 23rd said: "England was fighting for lesser races, whereas he was fighting only for Germany." In other words, Britain was prepared to put all its might, in men and resources, at the disposal of a weak nation, regarded by Hitler as decidedly inferior to the German one.

Hitler thus demonstrated that he thought only in terms of German glory and conquest regardless of justice and right. To him the "lesser races" were outside the law. He had no scruples in destroying them if they barred his way to further territorial sway.

Mr. Chamberlain on behalf of Britain and Mr. Daladier on behalf of France were prepared to make every concession consistent with honor, dignity and their pledged word to preserve peace. Mr. Hitler was equally and fanatically determined to embroil the world's principal nations in a ghastly conflict, unless his wishes were met.

Britain and its chief ally once again stand ready to make any sacrifice to assist a small nation. The last war was to assist Belgium whose neutrality was violated and territory invaded.

The present one is equally to help and protect a smaller nation from the rapacity and brutality of the Hitler's Huns.

Great Britain and its dominions stand before the world on the testimony of its greatest criminal as the defenders of "lesser races" and weaker nations.

No greater tribute could or was ever paid the Motherland and nations of the Empire, than the admission by the principal Hun of the Third Reich, that the people of the British Isles and the Dominions overseas were united to overthrow, be the cost what it may, the Nazi Junta that have hitherto carried all before them.

There is a limit to the patience of the most easy going people. Hitler and his gang of adventurers and international bandits tried the patience of Britain and France to the breaking point. Sorrowfully, but with heroic resolve, the two most democratic nations in Europe decided that, since reason was of no avail in dealing with a violent megalomaniac, a resort must be had to force.

Millions of lives will be given and billions of treasure spent to dethrone the abnormal individual and the clique that have for several years carried on a ruthless propaganda within and without Germany to strengthen the Nazi regime.

The conscience of England and its allies is clear. They fight because they must if they wish to retain their national self respect and free the world from tyranny and slavery. Too long was Mr. Hitler allowed to spread his murderous dominion and propagate his barbarous and inhuman gospel of German frightfulness. He is infinitely more dangerous than the maddest of mad dogs that roamed at large until shot.

Hitler, by the statement quoted, acknowledges the disinterestedness of Britain in honoring its pledge to Poland. It is inconceivable to a perverted and vicious mind like Hitler's, that a great Empire should place its resources at the disposition of a "lesser race." Had he have been bred in the English or French tradition, he would appreciate that to the democratic nations liberty is dearer than life itself. In all its long and proud history no greater compliment for justice and sympathy for the weak was ever paid the land and Empire over which His Majesty rules.

"Britons never, never, will be slaves," may be an old fashioned slogan, but it is one that still holds true, even in these days of rabid Hitlerism. Nor will Britons allow smaller nations they have taken under their wing to become slaves because it suits the personal ambitions for territorial Aryan expansion of a Hitler who is not fit to utter the name of many of the great men he has liquidated, exiled or imprisoned.

Were Hitler to triumph, it would be a black world indeed! Britain and France are prepared for a long war. As the battle proceeds they will doggedly push on, be the odds what they may. Behind the sorely tried Motherland stand its daughter nations ready to render all the assistance they can.

There is no more sincere advocate of world peace and eminent democrat than the Prime Minister of Canada. No one more bitterly deploras conflicts between nations than he does: yet, when Britain declared itself at war he came out in a forthright manner that won instant and general admiration. Only a few short months ago he accompanied their Gracious Majesties on a tour of their principal dominion. Hardly had they returned to the Homeland when the prospect of war was brought closer.

Notwithstanding all the representations that were made to Hitler and his agents by the statesmen of Britain and the Dominions, the die was cast by the German Chancellor in favor of war.

With a despatch and unanimity that earned Canada the praise of Imperial statesmen, the Cabinet took immediate and constructive steps to arm for home defence and render such assistance as the Motherland may require.

Be the instigator of war a Hohenzollern or a Hitler, danger or peril finds the Empire united.

In the present conflict Canadians of all classes and origins know that Britain and France did not want war. Their statesmen were severely criticized and angrily scolded for procrastination. Anger and indignation changed to appreciation and gratitude when the facts were fully known.

The mastery and statesmanlike address of the Rt. Hon. William Lyon Mackenzie King and that of his eloquent colleague, the Rt. Hon. Ernest Lapointe, on the Speech from the Throne, demonstrated that the principal spokesmen for the Canadian people were confident that the nation would again, as it did in 1914, stand behind the country and people that were

Labor and the Church

Impatience, if not antagonism, has too often characterised the attitude of labor toward the church, but, except in isolated cases where there has been and there even yet remains open hostility on the part of the church, we find a growing sympathy for the struggles and aspirations of those who toil.

Today religious leaders of all faiths have gone on record many times in support of collective bargaining through union organization. They see in their daily contact with their congregations what low wages, long hours and economic insecurity means in terms of human misery, and they realize that genuine social justice, a fundamental principle of all religious teaching, must be put into action in our world to-day. They recognize that the only possible way of putting this principle into action is through bona fide labor organization.

Labor, on the other hand, is coming to realize that there must be moral and spiritual content, or its program in unworkable and its objectives unattainable. Unionism to-day gives increasing attention to employment, health, education, better housing and the stranger who seeks

refuge in our land, and has recognized that this has been the message of all the prophets down through the ages.

* * *

Without prejudice for the past, the leaders of great religious bodies (Roman Catholic, Protestant and Jewish) have spoken. Naming a labor organization the Rev. Father Chas. O. Rice, of Pittsburgh, Pa., says:

"It is a legitimate labor union engaged in the task of organizing America (United States and Canadian) labor. Its leaders are men of integrity, many of them known to me personally as decent, sincere Christian gentlemen. Every sincere religious person in the U. S. wishes this union success. We Catholics especially realize that this organization is taking a big step forward the realization of the goal set by the Holy Father in his Encyclical "Reconstructing the Social Order." The evils which it fights are deadly evils, sapping the corporate strength of our nation and religion, the methods it uses are legitimate and praiseworthy." — *The New Commonwealth*.

PUBLIC HEALTH (OR LACK OF IT)

From Montreal comes the cheering news that infantile mortality in that city in the first six months of this year was only 79.6 per thousand as against 90.7 in the same period last year. The reduced figure is of course only about twice as high as in New Zealand. But Dr. Couture, of the Dominion Public Health Department, tells the Canadian Public Health Association that Canada as a whole stands ninth in a list of twelve countries for high mortality rates, and that during the last year for which statistics are available the rate increased by fifteen per cent. Dr. Grant Fleming, dean of the McGill Medical Faculty adds that the vast majority of Canadians are not receiving the benefits of preventive health services to anything like the degree to which such services can be purchased. Families with a family income below \$1,000 he describes as "Medical indigent."

The census of 1931 showed 45 per cent of Canadian families in this class. Dr. Fleming is clearly right in insisting that for these people health insurance is essential. Indeed he might have set the limit of "Medical indigence" even higher. In these circumstances it is gratifying,

though not surprising, that the Ontario Medical Association, after seven years of study, has come out for nation-wide compulsory health insurance for low-income groups "with contributory insurance for persons just above the low-income brackets." The Canadian Medical Association did not go that far, but is preparing to consider the question sympathetically. It would be interesting to know why Canadian doctors are so much more progressive on this subject than their American colleagues. Let us hope that the progressiveness of the profession will not be neutralized by the conservatism of the Canadian government. — *The Canadian Forum*.

COUPONS INSTEAD OF WAGES

On the last pay-day, the Saarbrücken municipality did not pay its employees in money but in coupons.

The workers protested against this, and the coupons were thereupon withdrawn on the following day. These are not the usual "taxation coupons", but real emergency money, which is naturally extremely unpopular among the workers, who remember the money which was circulated during the period of inflation in Germany.

prepared to make any necessary sacrifice to save civilization and democracy from the overlordship of a Nazi or Imperial tyrant.

Hitler stands before the world a convicted liar; a brazen violator of sacred treaties; a brutal destroyer of small nations; an inhuman persecutor of minorities and opposing groups and a frightfully obsessed megalomaniac. He, and he alone, has plunged the world into a war, the effects of which will be felt for generations. German youth will be killed in their hundreds of thousands to make a Nazi holiday for the man and the group, whose lust for power and profit has destroyed every single human quality that distinguished them from the wild beasts of the primitive jungle.

DEMANDEZ

LA BIÈRE

POPULAIRE

ASK FOR

THE POPULAR

BEER

MOLSON

Brassée à Montréal

depuis

153 ANS

Brewed in Montreal

since

153 YEARS

Leaders of Tomorrow

"The leaders of tomorrow are growing up in the homes of the working class today." That's a reassuring statement, and it comes from pretty good authority — the Public Affairs Committee of New York which, from time to time, issues pamphlets packed with information concerning social and political problems.

The latest of these publications carries the intriguing title, "How Good Are Our Colleges?" It's based on a survey of Pennsylvania high schools, normal schools, colleges and universities. Here are some of the interesting facts developed:

Fifty per cent of the best high school students went to college, the other fifty per cent went to work. Why? Because they didn't have the money to go to college.

The places they should have taken in college went to students who were not so bright but whose parents had the necessary cash.

About 1,800 of the high school students had parents who were professional men or women; more than 14,000 were from the homes of skilled or unskilled laborers. About 600 students from homes of the professional class reached or surpassed an intelligence score of 56, while about 2,200 students from the labor group reached that same level.

Putting it another way, the test amply demonstrated that intelligence is not confined to any class or group.

It is also revealed a most amazing fact concerning the relative intelligence of high school and college students. For example, there were 350 college seniors ready for graduation whose "stock of knowledge" fell below that of the average high school graduate.

Free Men Make the Best Fighters

The swift crumbling of Poland is one of the amazing tragedies of military history. Of course, the superior strength of the Nazis is the chief explanation, but we should not shut our eyes to other facts.

The Poles are a brave people and they love freedom. If they didn't put up as stubborn a fight as some of us expected, perhaps the explanation is to be found in the character of their government.

For years Poland has been practically a totalitarian state, ruled by a clique of militarists and large land-owners, with the common people neglected and oppressed. As in Austria, perhaps the ordinary man didn't have anything to fight for.

Earl Baldwin expressed the correct idea in speeches he delivered in Canada and the United States, not so long ago. He said, in substance, that in democratic countries the masses of the people must be given such a generous measure of economic, political and religious freedom that they feel they possess something "worth dying for."

It is difficult for those who lack faith in democracy to grasp that simple fact, but every history ever written proves that on the field of battle one free man, assured of the blessings of economic security, is more than a match for three men driven into battle under the banner of some autocrat who uses his subjects as "cannon fodder" to advance his own selfish ambitions.

It's a truth worth remembering when someone tells us we must abandon democracy in order to wage successful war.

HOW FASCISM COMES

In this day of rapid changes, it is well to remember how fascism comes.

1. A magnetic leader arises who hypnotizes the mob. He wins its loyalty.

2. A magnetic leader makes glowing promises which he does not hope to fulfill and which appear to promise a better standard of living from the underlying population.

3. A magnetic leader urges the pressure of mob tactics to destroy every liberal agency in his nation.

4. A mob rejoices and feels that a new day is being created because the old democratic forms are being destroyed. They expect Utopia; they adulate the magnetic leader.

5. The leader rides into greater power. He becomes all powerful. He refuses to institute the reforms that he promised to bring the better day.

6. He conceals the rapidly falling standard of living behind a cannon. He waves the flag. He pounds his chest. He gives the people words instead of bread. Their emotions are aroused. They are beguiled.

The labor movement is a democratic movement. It must have leaders but it must not follow leaders blindly. It must keep open the avenues of self-expression. Above all else, it must think rather than merely feel. — *Electric Workers' Journal.*

THE SCHOOL OF THE FUTURE

It has been said that only fools and newcomers make predictions but in concentrated educational

program of this type it seems essential that there be some concept of the ultimate relationship of the school in the broad community picture. The trend seems to be that in this area the people are becoming much more familiar with sound modern principles of child care; they are becoming increasingly concerned that their schools shall provide a good education for their children and that their communities shall be safe, healthful, and wholesome environments for children. In the evolving scene teachers and other professional workers will have an increasingly responsible role to play in guiding the laymen to an understanding and practical application of the knowledge of modern science. There will be increasing demands for many types of educational service. If the schools can rise to the occasion then the schools may become the intellectual centers of the community.

HEADS PRINTING GROUP

London, Ont. — Russell Harvey, of Toronto, was elected president of the Ontario and Quebec Allied Printing Trades at a meeting held during the week-end. About 30 delegates attended the meeting.

Other officers elected were Harry H. Fraser, vice-president; Ernest J. Teague, Montreal, secretary-treasurer; F. U. Macted, Montreal; Ben Paquin, Ottawa; James Curtis, Toronto; E. E. Woollon and J. Robson, Toronto; and J. Bolton, Brantford, Ont., executive council.

GOMPERS' SON STILL ACTIVE IN U. S. SERVICE

Samuel J. Gompers, son of Samuel Gompers, father of labor, entered upon his 53rd year of service for the government, at the age of 70, where under a presidential "extension" in the classified service, carrying him in active duty beyond the stipulated retirement figure, "three score and ten." In his 21 years as chief clerk of the labor Department he has administered the oath of office from 10,000 to 20,000 times.

At his desk Mr. Gompers looked back over his long experience with the government—perhaps one of the longest period of any Federal worker—and recalled that one of the most unusual things he ever did was to administer the Federal oath of office "at least eight times" to William Howard Taft, after the former President had left the White House.

This strange multiplicity of oath administration took place during the World War, when the former chief executive of the country took over his duties as one of the two joint chairmen of the National War Labor Board.

When Mr. Taft was sworn into this new office, it was explained by Mr. Gompers, he was placed on one appropriation already available, until the new appropriation for the position itself could become available. There was so much delay in this, he explained, that the former President had to be changed from one appropriation to another every few days, and sworn in again under each different appropriation.

Soon, whenever Mr. Gompers would see the jovial former President Taft would held up his right arm, as if to be sworn in again, and say, with his well-known chuckle, "Go ahead Sam."

The chief clerk of the Labor Department holds his father's memory in reverence, admiring his leadership in labor—and like him, continues his membership in organized labor.

He carries a membership card in Columbia Typographical Union, to which he transferred his membership when he moved to Washington, from New York, to begin his Federal services as a printer at the Government Printing Office.

Mr. Gompers transferred to the Department of Commerce and Labor in 1907, as an "editor-clerk proofreader," went to the new department of labor, when the former department was split in two, and was advanced in responsibility until he became departmental chief clerk in 1918.

AMALGAMATED IN CONVENTION

The twenty-six convention of the Amalgamated Association of Street, Electric Railway and Motor Coach Employees of America, affiliated with the American Federation of Labor, opened in Cincinnati Sept. 11th with a large attendance of delegates from all divisions, at Cincinnati, Ohio.

The Amalgamated Association was organized in Indianapolis in 1892 and affiliated with the American Federation of Labor in 1893.

It is the policy of the association to refer to arbitration disputes that are not adjusted by direct negotiation between union representatives of the employers. This practice results in a minimum of work stoppages.

International President W. D. Mahon in his report said the association has over 70,000 members and has in the neighborhood of 500 agreements covering wages and working conditions throughout the United States and its territorial and island possessions and Canada.

TOUGH ONES, TOO

"I do my ice skating in the winter on the same spot I do my horse-back riding in the summer."

"Dope people laugh when you fall down?"

"No, but the ice makes some funny cracks."

LE MONDE OUVRIER

Rédigé en collaboration
Gus. FRANCO, Rédacteur
Le seul journal ouvrier bilingue au Canada



Membre de la Presse ouvrière internationale d'Amérique

THE LABOR WORLD

Canada's Only Labor Bilingual Paper

Imprimé par l'Imprimerie Mercantile, Limitée, 11, rue Saint-Paul Ouest, Montréal

Telephone: AMherst 5243

Narwil Shoe Co. LIMITED

Wholesale Shoe Manufacturers

2085 ST. TIMOTHEE MONTREAL

THE Windsor

ON DOMINION SQUARE

The Labor World is printed on newsprint manufactured by the E. B. Eddy & Co., which is 100 per cent organized.

Le soir, 908 Sherbrooke Est
Tél. CHerrier 7050

GERARD TRUDEL AVOCAT

67 OUEST, RUE ST-JACQUES
Suite 209. Tél. MARquette 2636

U. S. INVOLVEMENT NOT INEVITABLE

American labor has taken its stand squarely against any involvement in Europe's war. It has shown no sympathy with the current fatalist opinion that America will inevitably be drawn into the holocaust. America will not be involved if it has the will to keep out, labor says.

Labor believes that America is the master of its destiny, not the pawn of Europe's conflicting forces, and that it can best serve civilization by refusing to be swept into the dance of death in the Old World. It believes with Alexander Hamilton that "it is ours either to be a grave in which the hopes of the world shall be entombed or a pillar of fire that shall pilot the race onward to its millennial glory."

Labor is determined to stick steadfastly to its task of helping to build a worthwhile civilization here. It knows that participation in war threatens to be a shattering blow to American democracy and all that this nation stands for, and it is committed to do everything possible to preserve peace.

AND ELIGIBLE

Teacher: "Have you heard of Julius Caesar?"

Pupil: "Yes sir."

Teacher: "What do you think he would be doing now if he were alive?"

Pupil: "Drawing the old age pension."

AIRD & SON LIMITED

BEAUMONT SHOES FOR WOMEN

MONTREAL, CANADA

Our Leading Amusement Places
Dans nos Théâtres

PALACE
2nd WEEK
The Rains Came
with MYRNA LOY
TYRONE POWER
GEORGE BRENT

CAPITOL
"GOLDEN BOY"
Starring Barbara Stanwyck
ADOLPHE MENJOU
WILLIAM HOLDEN
Added Attraction
Woman is the Judge

PRINCESS Theatre
"COAST GUARD"
Starring RANDOLPH SCOTT
FRANCES DEE
Added Attraction
PARENTS ON TRIAL
EXTRA!
Inside the Maginot Line

LOEW'S THEATRE
MAGNIFICENT SPECTACLE in
Glorious Color
"THE WIZARD OF OZ"
with Judy GARLAND, Frank MORGAN, Roy BOLGER and The MUNCHKINS

DOMINION BRIDGE CO. LIMITED
Head Office and Works at:
LACHINE, P. Q.
Branch Works:
Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

Tél. Lancaster 3858
Salon de Fleurs ST-DENIS
1590, RUE SAINT-DENIS (Edifice du Théâtre St-Denis)
Spécialités:
Bouquets de Noces, Tributs floraux
Escompte de 10% aux lecteurs de "Monde Ouvrier"
Mme J.-Z. PILON. Rés. HA. 7801

MONARCH GAS RANGES
Made by
Canadians
for
Canadian Homes

HOW TO GET A GOVERNMENT JOB as Letter Carrier, Postal Clerk, Customs Examiner, Stenographer, etc. Free Booklet. The M. C. C. Schools Ltd., Toronto 10. Oldest in Canada. No agents.